

Résolution présentée par la délégation de la

République de Chypre

Thème Conflits et sécurité internationale

Concerne La répartition des ressources maritimes comme moyen d'apaisement des tensions

L'Assemblée Générale,

Déplorant les conflits causés par la découverte récente de gisements gaziers en Méditerranée orientale ne font qu'accentuer les tensions entre le gouvernement de Chypre et la République turque qui perdure depuis 45 ans,

Constatant que cette discorde touche également les autres pays du Proche-Orient mais aussi d'autres régions du monde qui possèdent des ressources naturelles maritimes considérables,

Rappelant que les conflits liés à la répartition des ressources naturelles maritimes ne touchent pas uniquement le bassin méditerranéen mais également d'autres régions telles que la Chine méridionale qui représente un tiers du commerce maritime mondial, et est riche en ressources halieutiques, pétrolières et gazières, ou encore le Golfe Persique qui constitue la plus grande réserve d'hydrocarbures au monde,

Remarquant que l'expansion des explorations des ressources naturelles maritimes est en croissance constante du fait de l'affaiblissement des ressources naturelles terrestres et des progrès technologiques,

Dénonçant le non-respect de l'article 123 de la Partie IX de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer stipulant que "Les Etats riverains d'une mer fermée ou semi-fermée devraient coopérer entre eux dans l'exercice des droits et l'exécution des obligations qui sont les leurs en vertu de la Convention",

Soulignant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 reste une source de conflits en matière de répartition des ressources maritimes dans les zones stratégiques et riches en ressources naturelles, particulièrement dans les mers intérieures, fermées ou semi-fermées telles que la Mer Noire, la Mer Égée ou la mer Jaune,

Propose l'ajout d'un nouvel article dans la Partie IX de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer visant à obtenir une zone économique commune aux états côtiers, appartenant à une mer fermée ou semi-fermée, afin de s'orienter vers des relations plus pacifiques entre les états et répartir équitablement les ressources naturelles maritimes ;

- la création d'un article ayant pour but d'accorder un statut légal particulier aux mers intérieures afin d'obtenir une ZEE commune aux états côtiers bordants ces mers et de partager équitablement les fonds marins et les ressources maritimes naturelles.

Le texte français fait foi